

Les partis politiques congolais se mettent en ordre de marche pour les scrutins du 23 décembre

RDCongo Tshisekedi, Katumbi, Kamerhe, Bazaiba commencent à dévoiler leurs stratégies.

Analyse Hubert Leclercq
Envoyé spécial à Johannesburg
(Afrique du Sud)

Je suis candidat à la succession d'Etienne Tshisekedi au poste de secrétaire général de l'UDPS." Ce sont en substance les mots lancés ce samedi par Félix Tshisekedi, qui a confirmé dans la foulée la tenue du congrès du parti pour la fin de ce mois de mars. Plusieurs voix se sont fait entendre ces derniers jours, pour marteler que le futur président de l'UDPS serait leur candidat à la présidentielle qui doit se tenir le 23 décembre prochain, en même temps que les élections législatives et provinciales, selon le calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Une présidentielle qui serait alors organisée un peu plus de deux ans jour pour jour après la fin du second et dernier mandat du président Joseph Kabila.

La sortie de Félix Tshisekedi faisait suite à une semaine politique particulièrement chargée parmi les composantes de l'opposition en République démocratique du Congo.

Mariages de raison

C'est que les partis politiques doi-

vent déposer à la fin de ce mois le nom des éventuelles plateformes politiques qui vont se présenter à ces scrutins. Des plateformes rendues quasi obligatoires pour la plupart des quelque 750 partis politiques congolais depuis le vote de la nouvelle loi électorale qui a introduit un seuil de représentation dans toutes les assemblées. Au niveau national, un parti qui veut être représenté au Parlement doit atteindre désormais 1 % du total des voix exprimées.

"Vu la cristallisation politique, vu les enjeux, on peut penser que les électeurs vont se déplacer en masse. On peut penser raisonnablement qu'il pourrait y avoir 35 millions d'électeurs. Ce qui signifie que, pour pouvoir obtenir des députés, votre liste devra atteindre les 350 000 voix sur l'ensemble du territoire", explique un membre du Parti démocrate chrétien (PDC), formation qui, si elle répète son score de 2011 lors des dernières législatives, devrait entrer dans le cercle très restreint des partis qui peuvent atteindre ce seuil du 1 %. *"Si on regarde attentivement les chiffres de 2011, on se rend compte que six partis ont atteint cette barre",* enchaîne un membre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), le parti du chef de l'Etat.

Face à ce nouveau couperet, les formations politiques sont donc obligées de se restructurer et de créer des plateformes regroupant plusieurs partis. C'est ainsi que vendredi dernier, l'Union des nationalistes congolais (UNC) de Vital Kamerhe (3^e lors de la présidentielle de 2011) et le Mouvement de libération du Congo (MLC, parti dirigé par Eve Bazaiba et créé par l'ancien vice-président Jean-Pierre

Bemba, condamné à 18 ans de détention par la CPI pour sa responsabilité dans les massacres en République centrafricaine) ont annoncé qu'ils allaient mettre sur pied une plateforme commune pour aller aux élections, sans se prononcer sur une éventuelle candidature de l'un de leurs champions à la présidentielle.

Katumbi en piste

A 2 780 kilomètres de Kinshasa, c'est à Johannesburg que Moïse Katumbi, favori des rares sondages réalisés en RDC, organise son conclave. "Il s'agit de lancer notre mouvement avec les plateformes politiques qui soutiennent sa candidature, mais aussi avec des partis qui sont venus nous rejoindre et des organisations de la société civile", explique le porte-parole du candidat, Olivier Kamitatu. Cette structure devrait regrouper prochainement deux ou trois plateformes politiques chargées de présenter des candidats sur toute l'étendue de la RDC.

La création de ces plateformes et différentes annonces faites dans plusieurs partis de l'opposition permettent aujourd'hui de tirer une première constatation : l'opposition ne présentera pas un candidat unique face au dauphin de Joseph Kabila. "C'est la démocratie", souffle Moïse Katumbi. "Aujourd'hui, l'essentiel est d'aller à ces élections", enchaîne un membre du RCD-K/ML. "Mais des élections démocratiques. Ce énième report a été rendu possible par l'accord de la Saint-Sylvestre. Or, dans ce texte, il y a le volet "décrispation" qui n'a pas été rencontré. Il prévoit la fin des poursuites contre les opposants, la fin des dédoublements de parti, la réouverture des médias, etc. Aujourd'hui, rien n'est fait et il est impossible d'aller aux élections dans ces conditions. On se met en ordre de marche pour les scrutins mais le pouvoir doit démontrer qu'il est prêt à jouer le jeu de la démocratie."